



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

LA STRATÉGIE 2025 DE SÉCURITÉ NATIONALE : UNE AUTRE VISION DU MONDE

Pierre-Yves Hénin / Professeur émérite à l'Université
Paris 1 Panthéon Sorbonne

Janvier 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Pierre-Yves Hénin / Professeur émérite à l'Université
Paris 1 Panthéon Sorbonne

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Dirigé par **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis vise à offrir un éclairage nouveau sur les évolutions contemporaines des États-Unis, en particulier sur leurs répercussions sur la coopération franco-américaine, l'Union européenne et le reste du monde.

L'Observatoire s'organise autour de plusieurs axes : la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de contenus vidéo, ainsi que l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

Parmi ses principaux partenaires académiques figurent **The Academy of Political Science**, fondée par l'Université Columbia de New York, **The Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program**, et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La publication par la Maison-Blanche le 5 décembre dernier du document sur la « stratégie de sécurité nationale des États-Unis »¹ -ou NSS2025-a suscité de nombreuses réactions, portant en particulier sur le traitement attribué à l'Europe dans ce programme. Il révèle, au-delà de perspectives stratégiques, une nouvelle vision du monde et du rôle des États-Unis dans les prochaines années. Ce document, expression d'une « doctrine MAGA »² constitue une véritable révolution idéologique et politique par rapport à son prédécesseur, publié par l'administration Biden en 2022, le NSS2022³, qui actait lui-même une rupture tenant au changement profond de l'environnement international qui s'imposait alors. Si on peut relever combien ces documents s'opposent systématiquement, presque terme à terme, c'est la divergence de leur vision de la nature de la suprématie américaine que nous examinerons ici.

La nationaliste administration Trump assigne comme objectif à sa stratégie de sécurité que « les États-Unis restent le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pendant les décennies à venir ». On s'attendrait à ce que l'administration Biden, internationaliste, soit plus modeste dans l'affirmation de la suprématie américaine. Voire. Le président démocrate affirmait en effet l'objectif de défendre et renforcer « le leadership américain... dont le besoin est plus grand que jamais ». Ces formulations différentes dénotent un changement profond dans la vision du monde de la part des deux présidents successifs.

LES ÉTATS-UNIS, AU CŒUR DE « L'ORDRE INTERNATIONAL FONDÉ SUR DES REGLES »

Pour Biden, le lieu et le moyen d'exercice du leadership américain est « l'ordre international fondé sur des règles ». Il reprenait ainsi les termes du NSS2015⁴ de l'administration Obama, première à l'utiliser en indiquant alors qu'« un leadership américain fort et soutenu est essentiel à un ordre international fondé sur des règles favorisant la sécurité et la prospérité mondiale ». Ce concept a pris la suite de « l'ordre libéral international » dont les principes ont été actés et les principales institutions mises sur pied entre 1944 et 1949.

¹ The White House, *2025 National Security Strategy of the United States of America* (Washington, DC: The White House, December 2025), <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>.

² Romuald Sciora, «Après la doctrine Monroe, le temps de la doctrine MAGA», IRIS (9 December 2025), <https://www.iris-france.org/apres-la-doctrine-monroe-le-temps-de-la-doctrine-maga/>.

³ Joseph R. Biden Jr., *The Biden-Harris Administration's National Security Strategy* (Washington, DC: The White House, October 12, 2022), <https://bidenwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>.

⁴ Barack Obama, *National Security Strategy* (Washington, DC: The White House, February 6, 2015), https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf.

Déjà, en voulant construire un monde « sûr pour la démocratie », Woodrow Wilson avait en fait favorisé un ordre international favorable au commerce et aux investissements américains, l'isolationnisme politique laissant alors les banquiers de Wall Street définir de fait la politique étatsunienne à l'égard de l'Allemagne et donc des équilibres européens. L'organisation d'après la Seconde Guerre mondiale a voulu remédier à cette situation en instituant des institutions de contrôle nationales et internationales en vue de réguler, tout en les favorisant, les initiatives privées. S'il s'appliquait principalement au « monde libre » pendant la Guerre froide, l'« ordre libéral international » est devenu ordre unipolaire dans la période d'hégémonie américaine après la chute du communisme. Avec la montée des critiques et les problèmes rencontrés par le libéralisme dans les années 2000, il s'est vu de fait substitué un « ordre international fondé sur des règles » s'opposant aux pratiques russes et chinoises. Le recours systématique à ce concept a permis aux autorités étatsuniennes de contourner la référence au droit international en usant d'un concept apparemment semblable mais beaucoup plus flexible qu'un concept juridique avec lequel elles prennent à l'occasion quelques libertés au titre de l'exemptionnalisme américain⁵. Il reste que ce concept, en perte de vitesse du fait de contestations externes -par les pays du sud notamment- et internes⁶ par les mouvements nationaux populistes- a favorisé le développement de relations multilatérales.

Parmi les avantages apportés aux États-Unis par les institutions de l'ordre libéral international, le NSS2022 relevait que « les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, sont également un multiplicateur de force pour nos valeurs et nos intérêts [...dont] nous nous efforcerons d'améliorer la réactivité aux priorités américaines ». Cet ordre a également constitué le cadre favorable au statut du dollar dont le budget et les institutions financières américaines tirent un avantage considérable. La part prépondérante dans le financement des dépenses de défense de l'OTAN n'est pas allée sans contreparties en termes de commandes européennes à l'industrie américaine favorisées par les normes d'interopérabilité et, plus directement, par une prépondérance dans la chaîne de commandement militaire. La position étatsunienne dans l'ordre international libéral a aussi

⁵ Barack Obama, *National Security Strategy* (Washington, DC: The White House, February 6, 2015), https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf.

⁶ Adler-Nissen, Rebecca, and Ayşe Zarakol. 2021. “Struggles for Recognition: The Liberal International Order and the Merger of Its Discontents.” Cambridge University Press (CUP). doi:10.17863/CAM.54632.

favorisé la maîtrise des infrastructures numériques et les réseaux de règlements financiers qui a pu être qualifiée d'« empire souterrain »⁷.

Il est logique que cet ordre international ait été contesté par des adversaires comme la Russie et la Chine ; il est plus étonnant qu'il ait été remis en cause par ses principaux bénéficiaires. En rupture complète avec les néoconservateurs, les nationaux conservateurs considèrent en effet que cet ordre est défavorable aux intérêts étatsuniens non seulement par le coût financier d'engagements internationaux mais en imposant des contraintes portant atteinte à la souveraineté et à l'économie américaines, en matière environnementale en particulier. Sur cette base, Donald Trump a vigoureusement rejeté l'adhésion américaine à une telle logique d'organisation internationale : « L'époque où les États-Unis soutenaient à eux seuls l'ordre mondial comme Atlas est révolue ».

LE MONDE POST-LIBERAL, ESPACE DE DÉPLOIEMENT DES SPHERES D'INFLUENCE

La primauté visée par le président républicain, que « les États-Unis restent le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pendant les décennies à venir » ne tient pas à leur place dans un ordre international qu'il conteste. Dans la perspective d'un isolationnisme pragmatique, son administration considère en effet que, après la fin de la guerre froide, « les élites américaines chargées de la politique étrangère se sont convaincues que la domination permanente des États-Unis sur le monde entier était dans le meilleur intérêt de notre pays. Pourtant, les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts ». Elles ont surestimé les capacités de l'Amérique et ont promu un libre-échange déstructeur. Les objectifs américains doivent être poursuivis pour eux-mêmes, dans un monde qui échappe au leadership de Washington mais où les États-Unis doivent développer leur puissance, en principe la première.

L'incontournable Carl Schmitt, qui a retenu l'attention de tous les autoritarismes contemporains, dont le trumpisme⁸, a bien analysé la différence des perspectives. Le juriste et philosophe politique allemand, théoricien d'un nationalisme autoritaire et à un moment

⁷ Agathe Demarais, "Une puissance stochastique : l'empire souterrain des États-Unis, une conversation avec Henry Farrell et Abraham Newman," *Le Grand Continent*, 9 November 2023, <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/11/09/une-puissance-stochastique-lempire-souterrain-des-etats-unis-une-conversation-avec-henry-farrell-et-abraham-newman/>. *Le Grand Continent*

⁸ Roberta A. Adams, *Trumpism, Carl Schmitt, and the Threat of Anti-Liberalism in the United States: The Political Thought of Donald Trump and Trumpism* (Lanham, MD: Lexington Books, 2024), ISBN 9781666952254. [Google Livres](#)

personnage officiel du régime national-socialiste, critiquait le libéralisme à vocation universaliste de la Société des Nations, ce système conduisant à son avis au monopole global d'une puissance, en fait les États-Unis. Dans un livre de 1939, il lui opposait la reconnaissance de grands ensembles constitués autour de puissances régionales. Le pluralisme de ces *Großräume*⁹ permettrait la coexistence de sphères d'intérêt et de sphères culturelles « déterminant la nouvelle loi internationale du globe » et justifiant la constitution et l'agrandissement du *Lebensraum* -de l'espace vital- du *Reich* conformément au programme hitlérien et une « doctrine Monroe allemande » dont il défendait le principe et, en 1941 encore, la pertinence. Pour certains auteurs, comme Susanna Hast¹⁰, le principe des sphères d'influence¹¹ est justifié comme plus favorable au pluralisme d'un monde pluripolaire qu'un ordre démocratique universel. Certes, les pays périphériques y voient leur souveraineté limitée, « l'espace apparent, évidé de la souveraineté territoriale, reste intact, mais la teneur réelle de cette souveraineté est altérée ». Lord Curzon, diplomate britannique, ancien vice-roi des Indes et secrétaire au Foreign Office faisait preuve de lucidité en écrivant en 1908¹² que « les protectorats se transforment par degrés imperceptibles en un concept diplomatique désormais connu sous le nom de sphères d'influence ».

On peut difficilement caractériser aussi clairement le contraste entre les deux stratégies de puissance poursuivies alternativement par les administrations américaines, de Biden héritier de Wilson dont nous verrons l'attachement à « l'ordre international fondé sur des règles » alors même qu'il constate un changement radical de l'environnement international dans le sens d'un monde pluripolaire, à Trump qui voit cette puissance s'affirmer principalement par l'affirmation de la sphère d'influence des États-Unis dans une compétition entre empires dont ils se doivent d'être le plus fort, le plus riche et le plus puissant. Le « corollaire Trump »¹³ à la doctrine Monroe représente un recul considérable en proclamant que « le peuple américain -ni des nations étrangères ni des institutions globalistes- garderont toujours le contrôle de notre destin dans notre hémisphère ». Il rejoint ainsi le « corollaire [Theodore] Roosevelt » de 1904 qui s'attribuait un droit d'intervention dans l'hémisphère occidental et efface l'engagement à y renoncer pris par Franklin Roosevelt en 1934 et respecté jusqu'en 1940,

⁹ Jean-François Kervégan, *Que faire de Carl Schmitt ?* (Paris : Gallimard, 2011), <https://www.gallimard.fr/catalogue/que-faire-de-carl-schmitt/9782070135417>. Gallimard

¹⁰ Susanna Hast, *Spheres of Influence in International Relations: History, Theory and Politics* (London and New York: Routledge, 2016), ISBN 9781138245594.

¹¹ Pierre-Yves Hénin, "L'offensive russe en Ukraine, une guerre pour une sphère d'influence," *IRIS* (June 2022), <https://www.iris-france.org/iris/loffensive-russe-en-ukraine-une-guerre-pour-une-sphere-dinfluence/>

¹² F. R. de Z. Curzon, *Frontiers* (London: Macmillan and Co., 1906), <https://archive.org/details/frontiers03curzgoog>.

¹³ The White House, *America 250: Presidential Message on the Anniversary of the Monroe Doctrine*, presidential proclamation, 2 December 2025, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/12/americas-250th-presidential-message-on-the-anniversary-of-the-monroe-doctrine/>.

avant qu'à Yalta le même président ne promeuve une réorganisation du monde en régions contrôlées respectivement par les trois vainqueurs. Ses successeurs du temps de la Guerre froide n'ont pas manqué d'intervenir en Amérique latine, en particulier dans les années 1970 pour contrer l'influence cubaine. Contrairement à la Charte de la SDN dont l'article 21 stipulait, à la demande de la diplomatie américaine, que « les ententes régionales, comme la doctrine Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne seront considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent pacte », la Charte de l'ONU n'abordait pas la question, l'illégitimité des sphères d'influence ressortant de ses dispositions générales qui s'appliquent notamment aux accords régionaux prévus à l'article 52. En ligne avec le corollaire Trump, le NSS2025 développe une vue impérialiste de la domination étasunienne sur l'hémisphère occidental. L'intervention au Venezuela, avec les États-Unis annonçant qu'ils allaient diriger le pays et que les compagnies pétrolières américaines allaient gagner plus d'argent que n'aura couté l'intervention, dépasse ce que l'on pouvait imaginer. Elle illustre comment le « corollaire Trump » n'est qu'un retour au corollaire Roosevelt de 1904, sans tenir compte du fait que le succès d'un tel projet est aujourd'hui bien plus aléatoire qu'au siècle précédent.

DES VALEURS ET OBJECTIFS CONTRASTES

La nouvelle vision du monde entraîne une rupture dans les valeurs et objectifs. Pour le NSS2022 de l'administration Biden, l'ordre international fondé sur des règles doit être un espace d'affirmation de la démocratie et des droits de l'homme, aussi : « les États-Unis continueront à défendre la démocratie dans le monde entier [...] et ils soutiendront les droits humains universels ». Ils apporteront aussi leur appui aux organisations internationales. La Chine est l'adversaire principal des États-Unis car elle est « le seul concurrent qui ait à la fois l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique nécessaire pour atteindre cet objectif », un ordre que la Russie ne fait que perturber.

Pour le NSS2025 de l'administration Trump, la Chine est essentiellement un partenaire et concurrent économique, dont les méthodes sont cependant contestables. Plus généralement, « la stratégie américaine s'est fourvoyée ». Ses principes « se sont résumés à des listes de souhaits ou d'objectifs souhaités, n'ont pas clairement défini ce que nous voulons, mais ont plutôt énoncé des platitudes vagues », platitudes vagues où il faut comprendre l'énonciation de valeurs comme la démocratie et les droits de l'homme. Elle s'est également fourvoyée par son attachement au multilatéralisme et aux organisations internationales. Elle a « lié la

politique américaine à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un anti-américanisme pur et simple et beaucoup par un transnationalisme qui cherche explicitement à dissoudre la souveraineté des États individuels ».

La rupture est également radicale en matière de politique panaméricaine. Le ton a bien changé par rapport au NSS2022 de l'administration Biden visant à « promouvoir la démocratie et la prospérité dans l'hémisphère occidental » avec lequel « il est essentiel de renouveler les partenariats » notamment en matière d'environnement et de santé. Pour le NSS2025, les objectifs américains recoupent d'abord des préoccupations intérieures, en matière de lutte contre les migrations et le trafic de drogues, mais aussi des enjeux plus globaux, en matière de sécurité et d'économie. Pour atteindre ces buts, « nous récompenserons et encouragerons les gouvernements, les partis politiques et les mouvements de la région qui s'alignent largement sur nos principes et notre stratégie » et les États-Unis renforceront leur présence militaire dans l'hémisphère. Ils n'hésiteront pas à imposer des conditions de coopération léonines relevant plus du protectorat que de la relation entre états souverains : « les termes de nos accords, en particulier avec les pays qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence, doivent être des contrats à fournisseur unique pour nos entreprises ». Au sein de l'OTAN également, on peut penser que la nouvelle Europe, aboutissement de « l'influence croissante des partis patriotiques [qui] est source d'un grand optimisme », alignée sur les valeurs et les intérêts américains constituerait une extension majeure de la sphère d'influence des États-Unis, décisive pour accéder au premier rang mondial.

La différence des visions recoupe les options culturelles et les priorités de politique intérieure. Pour l'administration démocrate, l'immigration répond aux valeurs et aux intérêts des États-Unis, « destination de choix pour les talents du monde entier » alors que « le pluralisme, l'inclusion et la diversité sont une source de force nationale dans un monde en mutation rapide ». On aura reconnu là les deux bêtes noires du trumpisme, dénoncées dès l'introduction de Trump au NSS2025 : « Dès mon premier jour au pouvoir, nous avons rétabli les frontières souveraines des États-Unis et déployé l'armée américaine pour mettre fin à l'invasion de notre pays. Nous avons éliminé l'idéologie radicale du genre et la folie *woke* de nos forces armées ». Parmi les diverses occurrences de cette position, le document affirme que « le succès des idéologies radicales qui cherchent à remplacer la compétence et le mérite par le statut de groupe favorisé rendrait l'Amérique méconnaissable et incapable de se défendre ». L'imperium américain repose ainsi sur un nationalisme occasionnellement agressif

et une identité culturelle, voire civilisationnelle qu'il est reproché à l'Europe d'avoir abandonné.

Sans doute, la portée de ce document dépendra de la capacité du mouvement MAGA à conserver le pouvoir complet après les *midterms* de 2026 et la prochaine élection présidentielle. En tout état de cause, les mesures qui s'en inspireront auront durablement marqué la société internationale et dégradé l'image des États-Unis.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.